



Climat — Parti pris

Incendies : qui sont les vrais pyromanes ?

Face aux feux extrêmes qui dévorent le Sud-Ouest, le gouvernement communique beaucoup. Mais l'algorithme de ses discours est bloqué sur une programmation monomaniaque : le sécuritaire. Pas de vision, pas d'horizon d'action, et surtout, surtout... pas de climat.

Jade Lindgaard

27 juillet 2026 à 20h58

Dimanche 26 juillet, le premier ministre d'un pays ravagé par des incendies d'une magnitude catastrophique s'adresse aux médias : les dégâts économiques et émotionnels causés par les feux requièrent une réponse politique « à la hauteur des urgences climatiques » et fondée sur les enseignements de la science. Seul un « grand pacte d'État » peut permettre d'affronter l'urgence climatique et de mettre en œuvre les nouvelles priorités du moment : « *prévention, action, reconstruction* ».

En quelques minutes, le chef du gouvernement espagnol Pedro Sánchez (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) a donné une leçon de communication politique face au cataclysme des grands feux – qui crée une exigence forte de mise en œuvre.



Emmanuel Macron, Sébastien Lecornu et Laurent Nuñez participent à une réunion avec d'autres membres du gouvernement pour discuter des feux de forêt qui ravagent le pays, à l'hôtel de Beauvau, à Paris, le 27 juillet 2026. © Photo Sarah Meyssonier / AFP

Le désastre climatique n'est plus évitable. Mais il peut être combattu par la mobilisation des services publics – auxquels le chef du gouvernement espagnol a spécifiquement rendu hommage – et le volontarisme politique.

Acter solennellement l'énormité de la catastrophe climatique et la gravité de la situation ; insister sur l'urgence absolue d'agir ; désigner une voie à suivre pour y parvenir : en France, qui sera capable d'un tel geste politique ?

Une communication fondée sur les chiffres

En déplacement lundi après-midi en Gironde, au Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) de Bordeaux, le président français Emmanuel Macron a d'abord insisté sur le fait que « *les semaines à venir seront dures et [qu']on doit tenir* ». Il a ensuite repris le vocabulaire martial qu'il a pris tant, celui-là même qu'il avait déjà utilisé lors du covid : « *Cette bataille, on va la gagner ensemble* », a dit le chef de l'État.

« *On devra, on le sait, replanter et rebâtir une forêt différente* », parce que « *l'on doit s'adapter aux conditions structurelles de changement climatique* », « *à la pression de l'habitation et du tourisme qui s'est déployé ces dernières décennies* », a certes admis Emmanuel Macron. Mais il a dans le même temps fermé la porte à toute

critique : « *Le temps viendra des retours d'expérience.* »
En attendant, il faut rester « *unis* ».

Le premier ministre Sébastien Lecornu voit encore moins loin. Le chef du gouvernement français avait une information importante à partager avec ses concitoyen·nes, lundi 27 juillet sur son compte X, pour les assurer sur l'efficacité de son action : le nombre de personnes interpellées.

Certains feux « *sont allumés délibérément* », écrit-il. Or, « *c'est un crime, puni de quinze ans de réclusion criminelle. Depuis le 6 juillet, 162 interpellations ont déjà eu lieu* ». Que tremblent « *les incendiaires* » : « *ils seront retrouvés, interpellés et répondront de leurs actes devant la justice* ».

Pourtant, les départs volontaires ne représentent qu'une faible partie des incendies, expliquent les expert·es. Si neuf feux sur dix sont d'origine humaine, la plupart d'entre eux sont causés par accident – étincelles de travaux, équipement électrique mal entretenu, mégot de cigarette, barbecue, etc. C'est bien toute la difficulté pour les empêcher, en situation de sécheresse et de températures très chaudes. Alors, pourquoi ne parler que des délinquants des feux et pas de leurs causes systémiques ?

« À quel niveau de zombification cérébrale faut-il être parvenu pour croire qu'il suffit de remplir les prisons pour protéger un pays du dérèglement climatique ? »

Nombre d'hectares brûlés, nombre de pompiers mobilisés, nombre de personnes évacuées, nombre de militaires envoyé·es sur le terrain, nombre de masques FFP2 acheminés : depuis le départ des incendies

extrêmes dans les Landes et en Gironde le 22 juillet, le gouvernement français ne communique que par chiffres.

Matignon, le ministère de l'intérieur, les préfet et préfète en place parlent, beaucoup, tous les jours. Mais c'est comme si une calculatrice géante avait pris le contrôle de leur communication. Ou une intelligence artificielle mal entraînée peut-être. Le résultat est sans appel : pas de vision, pas d'horizon d'action, et surtout, surtout... pas de climat.

L'algorithme des discours du gouvernement est bloqué sur une programmation monomaniacale : le sécuritaire.

Mais qui croit que les incendies ne sont qu'un problème de pyromanes et de criminels ? À quel niveau de zombification cérébrale faut-il être parvenu pour croire qu'il suffit de remplir les prisons pour protéger un pays des violences du dérèglement climatique ?

Le gouvernement a tenté une démonstration de force ces derniers jours en exhibant son nouveau joujou : l'A400M, un avion de transport militaire modifié pour transporter de l'eau et des produits retardants. Un engin énorme, une « *première mondiale* », se vante Sébastien Lecornu. Toujours plus d'emphase et d'autosatisfaction.

Mais, pour retrouver une capacité d'action face à la catastrophe, peut-être faudrait-il avoir l'humilité de reconnaître ses échecs et une forme d'impuissance.

Et, ainsi, atterrir dans les réalités d'un monde en chaos, où la vulnérabilité des humains et des écosystèmes mérite plus d'attention et de soins que le réemploi des vieilles recettes de la communication politicienne.

Jade Lindgaard